

Dossier situation politique dans l'État espagnol

Lors de la réunion de la commission internationale d'Ensemble ! du 9 janvier 2016, il avait été demandé au groupe État espagnol de préparer un premier dossier afin d'apporter des éclairages sur la situation politique dans ce pays. Le groupe de travail a tenu une réunion téléphonique le 28 janvier et décidé du contenu de ce dossier qui est présenté à l'occasion du Conseil national des 19 et 20 mars 2016. Les articles sont signés car ils n'ont pas fait l'objet de discussions spécifiques a posteriori au sein du groupe et ont pour objectif d'alimenter la réflexion au sein de la commission internationale et plus globalement au sein de l'organisation.

Ce dossier est composé de quatre articles :

- Situation politique après les élections générales du 20 décembre 2015, *Francis Viguié*, p.1
- Podemos : Débats internes et stratégies, *Pierre Marion*, p.5
- Pays basque (Euskadi – Navarra) Evolution récente 2015, *François (Pantxo) Caussarieu*, p.7
- Catalogne : Candidatura d'Unitat Popular (CUP), une organisation « assembléiste » et indépendantiste, *Richard Neville*, P.14

Situation politique après les élections générales du 20 décembre 2015

L'état espagnol connaît une crise majeure de la Transition de 1978 négociée suite à la mort de Franco. Cette crise affecte trois des piliers de cette transition : le statut des autonomies, la royauté, le bipartisme (PP – PSOE). Les traits les plus marquants de cette crise sont les volontés d'indépendance en Catalogne, l'apparition puissante de nouveaux partis comme *Podemos* et de *Ciudadanos*, de confluences majoritaires comme à Madrid ou Barcelone, d'une corruption généralisée avec comme symbole la démission de Juan Carlos et l'Infante (fille du roi) devant les tribunaux.

Face à une cure d'austérité sévère appliqué dans un premier temps par le gouvernement Zapatero du PSOE, puis de celui du PP de Rajoy, le réveil d'un mouvement social puissant ayant pris comme forme les Indignés, le 15M, les Marches de la Dignité ou encore les Marées a bouleversé le paysage politique. Une nouvelle

génération politique est apparue, concrétisée par un rajeunissement réel des responsables des partis dans une tranche d'âge 25 - 40 ans. Dans ce bouleversement politique, l'austérité subie joue un rôle décisif mais il ne faudrait pas oublier un niveau de corruption généralisée, en particulier parmi les responsables et élus du PP.

LES ELECTIONS GENERALES

Les élections générales sont à l'image de cette nouvelle situation. Le PP et le PSOE sont les grands perdants, *Podemos* et *Ciudadanos*

deviennent incontournables. IU est l'autre perdant de ces élections, son espace politique étant pris par *Podemos*.

Ciudadanos, au départ un parti catalan pour l'unité de l'Espagne et contre la corruption, s'est développé rapidement au niveau de l'ensemble de l'état. Aujourd'hui avec 40 députés, il cherche à jouer les faiseurs de rois entre le PP et le PSOE. Plus jeune que le PP, il espère prendre la place de ce vieux parti issu de la transition, toujours marqué par le franquisme et aujourd'hui la corruption à tous les niveaux.

Podemos a réussi à faire un score quasi égal à celui de PSOE, passant

les 20% et gagnant 69 députés (dont 27 sont issus de coalitions plus larges en Catalogne, Galice et Pays Catalans). C'est à l'évidence un gros succès même si la version optimiste de prise rapide du pouvoir de la direction Iglesias de *Podemos* n'est pas au rendez-vous. (Voir ci-après l'article de Pierre Marion sur *Podemos*)

**La fin du bipartisme est bien réelle !
Ni le PP, ni le PSOE ne peuvent gouverner seuls !**

VERS DE NOUVELLES ELECTIONS ?

Nous pouvons penser que c'est l'hypothèse la plus probable. Le PP n'a pas réussi à constituer un gouvernement. Le PSOE a choisi un cadre d'alliance avec *Ciudadanos* mais n'a pas réussi à trouver un vote majoritaire permettant de constituer un gouvernement, PP, PSOE, IU, nationalistes votant contre.

L'alliance PSOE – *Ciudadanos* n'est pas une surprise totale, souvenons nous que c'est grâce à *Ciudadanos* que Susana Diaz a été élue au Parlement Andalou.

Podemos et *Ciudadanos* ont un point commun : leur volonté de prendre la place des vieux partis PSOE et PP.

Podemos, à juste titre, a refusé la proposition d'un accord avec *Ciudadanos*, parti de droite.

Podemos a fait une série de propositions pour un gouvernement paritaire PSOE – *Podemos* incluant une série de mesures contre l'austérité, la corruption, le « droit à décider »... Le PSOE, incarnant la peur de la bourgeoisie espagnole, a refusé toute discussion sérieuse. De plus, sa défense de l'unité de l'Espagne lui fait fermement refuser toute possibilité d'un référendum en Catalogne.

Le PP n'a pas trouvé de majorité gouvernementale, l'alliance PSOE – *Ciudadanos* non plus.

Nous voyons mal comment les choses pourraient bouger.

Le PSOE a décidé de confirmer son accord avec *Ciudadanos* et de rencontrer à nouveau les partis avec lui. Cette décision bloque tout accord avec *Podemos* et avec les partis nationalistes. Pourtant, pour avoir une majorité au Parlement il leur faut au minimum l'abstention de ces partis.

Le PP de son côté a peu de possibilité malgré sa première place à 28%. Aujourd'hui des pressions existent pour que Rajoy se retire et que le PP présente un nouveau candidat-e mais sans cadre d'alliance cela ne peut aller bien loin.

Le PSOE a refusé à plusieurs reprises toute idée de grande coalition avec le PP, sachant de plus que vu le résultat de l'élection c'est le PP qui aurait la présidence du gouvernement ! Il cherche aujourd'hui à se montrer « responsable », capable d'écarter le PP du pouvoir. Il cherche aussi à désigner *Podemos* comme « sectaire » vu son refus d'un accord incluant *Ciudadanos*. Il est évident qu'entre PSOE et *Podemos* la bataille publique pour savoir qui a fait échouer une alternative au PP est ouverte.

Podemos ne peut aller seul au gouvernement vu ses résultats électoraux. Son tournant sur le « droit à décider » lui a permis des succès importants en Catalogne , en Galice et

à Valence et nous pouvons le penser aussi au Pays Basque (même si là *Podemos* se présentait seul). Il argumente pour un gouvernement large comme cela c'est fait à Valence, Barcelone,...mais le PSOE n'en veut pas.

Avec un peu plus de 3% et 2 députés (même s'il y a 3 députés de plus gagnés dans le cadre des coalitions), *Izquierda Unida* a maintenant peu de poids. Cette organisation est rentrée dans une crise profonde où la question de la survie d'IU est bien réelle. Plusieurs projets s'affrontent entre celles et ceux qui veulent se rapprocher de *Podemos* et celles et ceux qui sont davantage dans l'affirmation d'IU.

Il reste un autre projet porté principalement par *Ciudadanos*. Pour eux, leur accord avec le PSOE n'implique pas un gouvernement dirigé

par le PSOE. Ils proposent la candidature d'un indépendant / technocrate. Ainsi ils font pression sur le PP, tout en demandant le départ de Rajoy, pour qu'il rentre dans une « grande coalition ». Ce scénario n'est pas le plus probable mais nous ne pouvons l'écarter, ce scénario pouvant avoir un écho chez la troïka.

Le temps est maintenant compté, sans élément nouveau il y aura de nouvelles élections en juin 2016. Nouvelles élections, qui au vu des sondages actuels, peuvent ne pas changer beaucoup les données, les scores des partis bougeant à la marge. Mais en deux mois, il peut se passer bien des choses et entre autre le bilan du blocage actuel pour la constitution d'un gouvernement ou mieux encore un mouvement social puissant. Une situation d'instabilité est ouverte.

INSTABILITE NE VEUT PAS DIRE QU'IL SE PASSE RIEN

Le débat va se continuer et des clarifications vont se faire en raison de la question de quel gouvernement pour quelle politique mais aussi parce que la politique continue dans le pays. Si nous pensons probable de nouvelles élections, le bilan de la séquence va être indispensable et un enjeu pour chacun des partis.

Pour ce qui nous intéresse, soit une « grande coalition PP-PSOE-*Ciudadanos* » se met en place, alors l'espace, les responsabilités de *Podemos*, de la gauche radicale deviennent énormes et d'une certaine façon historiques. Soit il y a de nouvelles élections en Juin, alors il faut tout faire pour élargir la base sociale de la gauche radicale à l'image des confluences catalanes ou galiciennes.

En Catalogne, les forces favorables à l'indépendance vont continuer leur chemin et avancent dans leur projet. Comme il n'y a pas de majorité

dans l'Etat espagnol pour un référendum, un droit démocratique qui ne préjuge pas de la position des uns ou des autres, la *Generalitat* poursuit ses initiatives. Cette polarisation ne peut que trouver un écho dans la population catalane vu le refus de toute proposition cherchant à répondre aux demandes actuelles. (*Voir ci-après l'article de Richard Neuville sur la CUP*)

La réunion sur le Plan B à Madrid a montré un mouvement social vivace, capable de mobiliser et de prendre des initiatives. Ce mouvement va maintenant se construire dans les différentes villes et régions. La date décidée de mobilisation européenne contre l'austérité le 28 mai sera un test **Le réseau des villes « rebelles », Barcelone, Madrid, Valence, Cadix, ..., villes gagnées par des coalitions de la gauche radicale, se rencontrent pour agir ensemble.** Les 21 et 22 avril, date de leur rencontre à

Barcelone, seront à l'évidence un moment important pour concrétiser les politiques de rupture. Imaginez un instant les villes équivalentes en France dirigées par des coalitions radicales !

Le débat sur la construction de forces politiques capables de peser et de gagner est loin d'être clos. L'initiative d'Ada Colau, dont le poids politique est toujours plus important, de transformer la coalition catalane présentée aux élections en parti politique nouveau est une initiative des plus intéressantes. Souvenons nous que cette coalition est arrivée en tête en Catalogne et regroupe 13 députés (sur les 27 de coalitions dans *Podemos*).

N'oublions pas non plus les élections aux parlements autonomes à l'automne. Il faudra suivre particulièrement le Pays Basque et la Galice.

En Euskadi, la sortie de prison d'Otegi redynamise le courant Bildu. Il sera la tête de liste et nous pouvons

penser que cette candidature va peser. Y aura-t-il un cadre d'accord avec *Podemos* comme en Galice ou Catalogne ? Ce n'est pas évident. Otegi a déjà indiqué qu'il fallait « ouvrir, après la Catalogne, un nouveau front » ce qui va au delà « du droit à décider » défendu par *Podemos*. De plus une alliance avec *Bildu*, vu l'histoire de la gauche abertzale et ses relations avec ETA, prend un sens particulier dans le reste de l'état espagnol. (Voir ci-après l'article de François Caussarieu)

En Galice, En Marea est arrivée devant le PSOE lors des élections générales et le PP a perdu sa majorité absolue. En Marea lors des municipales a gagné de nombreuses villes et en particulier St Jacques de Compostelle et La Corogne. *Podemos* ayant décidé de ne pas faire les Municipales a intégré cette confluence pour les Générales. La possibilité d'une nouvelle majorité alternative menée par *En Marea* est une possibilité tout à fait réelle.

ENFIN ...UN PEU D'OPTIMISME

Nos camarades de la gauche radicale se posent des questions fondamentales que nous aimerions bien nous poser. Comment diriger Barcelone ou Madrid (et de nombreuses villes de plus de 100 000 habitant-es) dans une logique de rupture et démocratique ? Comment articuler la gestion de la ville et le lien avec les batailles globales contre l'austérité, pour la transformation sociale ? Comment, quand on fait 20% et que l'on a 69 députés, se pose la question du gouvernement et des alliances ? Il ne s'agit plus dans ces cas d'une formule de propagande au bas d'un tract, il s'agit de répondre à la

hauteur des enjeux et des responsabilités acquises.

Nous avons beaucoup à apprendre surtout sur les formes de « confluence » (nous dirions d'alliances convergentes), de construction de coalitions, de « partimouvement » et en particulier, savoir quels enseignements nous tirons d'un parti comme *Podemos*.

Les mois qui viennent vont continuer à porter des enjeux décisifs, nous devons rester attentifs et prêts à développer la plus grande solidarité.

Francis Viguié

PODEMOS : DEBATS INTERNES ET STRATEGIES

L'esprit du mouvement des Indignés a fortement inspiré les fondateurs de *Podemos* : démocratie radicale et horizontale, pratiques politiques novatrices accompagnées d'un usage assumé et décomplexé des médias et des réseaux sociaux. Cet esprit a prévalu de janvier 2014, date de lancement du mouvement jusqu'à octobre de la même année, date officielle de la création du parti lors de l'Assemblée citoyenne de Vista Alegre. Portée par le succès surprise des élections européennes - 8% des voix le 25 mai 2014 - et les sondages qui plaçaient le nouveau parti en tête des

intentions de vote, la direction de *Podemos* a décidé, lors de cette assemblée de fondation, de faire l'impasse sur la démocratie interne pour convertir le parti en « machine de guerre électorale » dans l'objectif de gagner les prochaines élections législatives. Le pouvoir s'est ainsi retrouvé concentrer dans les mains du secrétaire général Pablo Iglesias et du Conseil de coordination. Dans la foulée, les cercles, les structures de bases de *Podemos*, ont élu leurs conseils citoyens locaux, ce qui a amené à une certaine bureaucratisation du parti, au niveau local comme au niveau national.

Un parti pour trois courants

Depuis lors, *Podemos* est globalement structuré autour de trois courants. Deux courants, celui de Pablo Iglesias et celui de Iñigo Errejón, numéro deux du parti, constitue la direction. Le troisième, souvent appelé « le secteur critique », organisé autour d'*Anticapitalistas* – ancienne *Izquierda Anticapitalista*, section espagnole de la Quatrième internationale – constitue l'aile gauche du parti. Pablo Iglesias, qui fut un temps conseiller politique d'*Izquierda Unida* (IU) est partisan d'un eurocommunisme revisité, qui s'il essaye de sortir du positionnement classique gauche/droite n'est pas non plus opposé à faire appel à des combats et des valeurs traditionnels de la gauche. Iñigo Errejón, quant à lui est partisan d'un populisme assumé : mise en avant du thème de la patrie, de la démocratie ou de la souveraineté en donnant le minimum de contenu à ces concepts pour ne pas fâcher des électeurs potentiels – les signifiants vides d'Ernest Laclau. La volonté affichée d'arriver au pouvoir se

conjugue avec des pratiques qui font parfois penser que les moyens importent peu par rapport au but à atteindre, y compris entre les deux composantes qui constitue l'équipe dirigeante. Même si cela ressort très peu, la lutte est féroce entre le courant d'Iglesias et celui d'Errejón, notamment concernant la désignation des postes internes et la constitution des listes électorales. Chacun essayant de placer des personnes de confiance aux postes clés – Errejón réussissant mieux à ce jeu-là qu'Iglesias.

Bénéficiant de peu d'appuis au sein des organes dirigeants de l'organisation, le « secteur critique » s'est retrouvé relativement marginalisé après l'Assemblée de Vista Alegre. Défendant une organisation interne plus horizontale, des alliances avec les autres forces de gauche et des positions politiques plus radicales – *Anticapitalistas* a soutenu Unité Populaire en Grèce quand la direction de *Podemos* a appelé à voté

Syriza – le « secteur critique » a eu peu d'influence sur la définition de la stratégie et la composition des listes pour les élections législatives du 20 décembre dernier. Le groupe de 69 députés issus de *Podemos* et des listes de « confluence » (*En Comun Podem, En Mareas, Compromis*) est assez homogène et fidèle à la direction. Toutefois l'aile gauche garde un poids important auprès des secteurs les plus militants et sert souvent d'aiguillon.

Si elle n'est membre de *Podemos*, Ada Colau, la mairesse de Barcelone, a obligé la direction à faire une défense intransigeante de droit à l'autodétermination. Portée par son aura, elle est apparue comme un contrepoids face à Iglesias au niveau national. Parfois plus radicale dans ses positions que la direction, elle incarne l'activisme au pouvoir.

La question européenne au centre

La situation d'attente dans laquelle est plongée l'Etat espagnol depuis fin décembre n'a que peu fait évoluer les lignes internes à *Podemos*, à l'exception des positionnements sur la question européenne. L'aile gauche a repris à son compte l'idée de Plan B, popularisée en France par Mélenchon pour organiser une conférence européenne fin février à Madrid, en présence des principaux représentants de la gauche radicale européenne. Le succès populaire et politique de l'initiative a marqué l'agenda européen et a obligé la direction à intervenir sur un thème qu'elle ne juge pas prioritaire, parce que non payant au plan électoral. Les questions qui fâchent, notamment celle de l'euro (mais pas seulement) ont été débattu et il en est ressortie une critique radicale de l'Union européenne et du fonctionnement de ses institutions.

La possibilité de nouvelles élections peut être l'occasion de rebattre les cartes internes à *Podemos*, même s'il est fort à parier que la direction chercha à garder au maximum le contrôle sur le parti et la stratégie. Les deux principaux points de débats et de crispation seront sans doute les alliances avec les autres forces de gauche – la direction mettant en avant la défense de la « marque » *Podemos* quand le « secteur critique » prône l'alliance populaire entre les différentes organisations progressistes – et la désignation des candidats – la direction essaiera sûrement de garder la main, quitte à reconduire les mêmes candidats quand l'aile gauche défendra des primaires ouvertes et pluralistes.

Pierre Marion

Pays basque (Euskadi + Navarra)

Evolution récente 2015

Rappel séquence 2011-2014

Un processus pour une paix juste et durable

Rappelons quelques étapes du processus en cours.

En janvier 2011, l'ETA décide d'un « cessez-le-feu permanent, général et vérifiable » en réponse à la Déclaration de Bruxelles du 29 mars 2010, dans laquelle, la communauté internationale déclarait son soutien à la gauche *abertzale* (indépendantiste), qui s'engageait sur des voies pacifiques pour mettre un terme négocié au conflit sanglant.

Un débat interne s'engage au sein de la gauche *abertzale*. Celle-ci s'engage à respecter la loi des partis en intégrant le refus explicite de la violence de l'ETA (février 2011).

Suite à cette décision et à l'initiative de la Déclaration de Bruxelles, le Groupe international de contact (GIC) est créé en février 2011 et définit des objectifs après consultation des partis politiques basques. Il entend faciliter la normalisation politique et fixe pour cela trois conditions :

1- Faire en sorte que cet apport international puisse être constructif et décisif et identifier les éléments nécessaires pour arriver à une situation de normalisation, de transparence et d'inclusion politique totale.

2- Rassembler des personnalités de très haut niveau investies dans la résolution de conflits dans le monde.

3- Réunir une large pluralité de partis et de syndicats.

Le processus obtient le soutien d'organismes internationaux dédiés à l'étude des conflits : *Berghof Foundation*, *Conciliation resources*,

The Desmond Tutu Peace Foundation et la NOREF.

Le 17 octobre 2011, la conférence internationale pour la paix s'ouvre à Donostia/San Sebastian. Elle aboutit à la Déclaration d'Aiete dont le contenu est lu et signé par les six représentants internationaux présents : Jonathan Powel, Bertie Ahern, Gro Harlem Bruntland, Pierre Joxe, Gerry Adams et Kofi Annan, et bénéficie du soutien de Tony Blair, de George Mitchell et de Jimmy Carter.

La Conférence d'Aiete a constitué un point de départ historique et irréversible dans la résolution du conflit car elle s'adressait à tous les acteurs. Elle a fixé une feuille de route en cinq points :

- arrêt de la violence de l'ETA,
- ouverture d'un dialogue par les gouvernements espagnol et français,
- rencontres de responsables politiques avec des médiateurs internationaux,
- reconnaissance de toutes les victimes,
- constitution d'un comité pour accompagner la mise en œuvre des recommandations.

Trois jours plus tard, ETA annonçait « l'arrêt définitif de la lutte armée ».

Le 24 novembre 2012, ETA franchit un nouveau pas en proposant un calendrier de discussion avec la France et l'Espagne afin de mettre un terme définitif à la confrontation armée. L'organisation indique vouloir discuter du retour des prisonniers et des exilés au Pays Basque, du désarmement et de la dissolution des structures armées.

Malgré toutes ces avancées unilatérales, les gouvernements des Etats espagnol et français sont restés dans le déni le plus parfait, sans amorcer le moindre geste, dans leur obstination à refuser toute négociation de paix.

Les arrestations et assignations à résidence ont continué côté français en 2013 et 2014 dans une collaboration inter Etats France/Espagne rappelant les années 80. Preuve de cette

intransigeance politique, la déclaration sans ambiguïté du ministre de l'Intérieur français, Manuel Valls, concernant la création d'une collectivité spécifique parue dans le quotidien El Pais le 29 octobre 2012 : « Il n'y aura pas de structure administrative basque, nous ne voulons pas ouvrir ce débat. Les choses sont claires dans notre esprit et tant qu'ETA n'aura pas restitué ses armes nous demeurerons inflexibles ».

La victoire éclatante des forces abertzale fin 2012

Quelques jours plus tôt, lors des élections anticipées dans la Communauté autonome d'*Euskadi*, la population basque du sud avait manifesté avec éclat son soutien au processus engagé en votant massivement pour les partis politiques *abertzale* (indépendantistes) et en leur octroyant les 2/3 des 75 sièges au Parlement de Gasteiz/Vitoria. Le Parti nationaliste basque (PNV : centre droit - démocratie chrétienne) l'emportait avec 34,6% des voix (-4%) et obtenait 27 sièges en devançant la coalition EH Bildu (indépendantistes de gauche)

avec 25 % des voix et 21 sièges (qui apparaissait comme le grand vainqueur pour sa première participation dans cette configuration). Les partis « espagnols » : le PSOE-PSE avec 19,1 % des voix (-11,6%) et 16 sièges (-9) et le PP (droite conservatrice) avec 11,7% des voix (-2,4%) et 10 sièges (-3) étaient en net recul, leur intransigeance dans leur refus à engager des négociations en vue d'une résolution du conflit était lourdement sanctionnée. Après des tractations, le PNV gouvernera seul avec une majorité relative.

Un processus de paix en butte à l'intransigeance des Etats

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu l'arrestation/extradition d'Aurore Martin par la police de Manuel Valls en novembre 2012. Cette arrestation, puis son extradition le jour même dans l'Etat espagnol - en vertu d'un Mandat d'arrêt européen (MAE) - a démontré que le processus de paix engagé par la société civile et la gauche basque depuis plusieurs années se heurte toujours au refus obstiné des Etats espagnol et français à engager des négociations et à prendre en compte les avancées unilatérales, tout comme le sens des résultats des dernières élections un mois avant, en octobre 2012.

Avec cette arrestation, on peut dire que les deux Etats n'ont fait preuve ni

de courage, ni de détermination pour trouver des solutions en vue d'une résolution démocratique, politique et pacifique du conflit au Pays basque espagnol, attestant de la part des secteurs les plus durs de la droite et de la police espagnole une volonté de criminalisation permanente de la gauche indépendantiste, relayée par les medias à la solde du *Partido Popular* (PP).

Pour rappel : Il reste aujourd'hui 400 prisonniers basques, dont une centaine de femmes et hommes dans les prisons françaises, réparti-e-s dans une trentaine d'établissements pénitentiaires (certain-e-s étant incarcéré-e-s à près de 1 000 kms de leur pays).

Les élections aux parlements provinciaux et les municipales (mai 2015)

Dans les quatre provinces du Pays Basque Sud (communauté autonome *Euskadi + Navarra*), les élections du 24 mai ont été suivies de l'élection des exécutifs, mairies, au parlement de Navarre et aux assemblées provinciales (Juntas Generales) de la CA d'*Euskadi*.

PNV

Le Parti nationaliste basque est le grand vainqueur de ces élections. Avec 359 995 voix, il améliore les résultats de 2011 (333 534 bulletins) et devient la première force dans les trois *diputaciones* de la Communauté autonome basque *Euskadi : Gipuzkoa, Araba, Bizkaia*. Cette dernière se trouvait déjà entre ses mains. Les deux autres étaient détenues par EH Bildu (coalition *abertzale* de gauche) et le PP (droite).

Concernant le *Gipuzkoa*, la victoire s'est jouée dans un mouchoir de poche. Jusqu'à la fin du dépouillement le PNV et EH Bildu étaient au coude à coude. Finalement, le PNV a recueilli 9 000 bulletins supplémentaires (un total de 112 933 bulletins).

Bien qu'il occupe la première place à la *diputacion* provinciale, occupée jusque-là par le *Partido Popular* (droite), le Parti nationaliste basque perd des voix en Alava, c'est donc grâce à la chute du PP que son leadership dans cette province a été rendu possible.

Par ailleurs, le PNV a gagné dans des villes symboles comme Donostia/San Sebastian (ville perdue par la coalition de gauche EH Bildu), Tolosa et Zarauz.

EH Bildu

Si l'on prend en compte les élections provinciales, EH Bildu (coalition *abertzale* de gauche) est toujours la seconde force au Pays Basque sud ; elle recueille 289 899 bulletins (316 183 en 2011), soit une baisse de 8,3%

au niveau des 4 provinces.

Pour les élections municipales, elle obtient 308 396 voix (313 158 voix en 2011). Une stabilité qui atteste d'une bonne gestion locale de la gauche *abertzale* et d'un électorat fidèle, hormis la perte sévère et très symbolique de Donostia/San Sebastian.

Après des scores exceptionnels en 2011, expliqués par le nouveau contexte politique (abordé plus haut), EH Bildu est en perte de vitesse en *Gizpukoa*, son fief historique où elle perd la capitale et la *diputacion*. En tout, 16 000 voix de moins, autant en *Bizkaia*. Par contre dans la capitale de cette province, Bilbao, la coalition de gauche indépendantiste double le PP et devient tout de même la deuxième force.

La tendance s'inverse en *Araba* où elle améliore ses résultats (plus de 400 voix supplémentaires) et surtout en Navarre où la surprise historique est venue de la prise de Pamplona/Irunea à la droite au pouvoir depuis 40 ans, par un maire de la gauche *abertzale* à la tête d'une coalition EH Bildu (5 sièges), *Geroa Bai* (5 sièges, soutien du PNV), *Aranzadi* (3 sièges, soutien de Podemos), coalition soutenue par *Ezkerra* (IU et *Batzarre*). Une des alliances les plus diverse et insolite au pouvoir dans une grande ville européenne !

EH Bildu a attiré les voix en faveur du changement contre la droite, ce qui lui a permis de se placer comme deuxième force et conquérir la mairie avec l'appui de cette coalition.

Podemos

C'est clairement la surprise de ces 2 scrutins, surtout au niveau des élections provinciales.

Pour sa première expérience dans des élections de proximité, *Podemos* fait une percée significative. Il représente la troisième force du Pays Basque Sud derrière les 2 grandes forces indépendantistes et devant le PSOE. 8 sièges à la *diputación* d'*Araba*, 6 dans celle de *Bizkaia*, 6 dans celle de *Gipuzkoa* et 7 sièges au parlement de Navarre.

Le parti issu du mouvement des Indignés obtient au total 193 530 voix, à l'issue des élections provinciales. Il a maintenant son mot à dire, surtout en Navarre où il fait ses meilleurs scores et a aussi grignoté une partie de l'électorat d'EH Bildu dans son fief du Gipuzkoa.

Le PSE (PSOE)

Le Parti socialiste d'Euskadi poursuit sa chute, obtenant 191 653 voix aux élections provinciales (232 089 en 2011), se retrouvant derrière Podemos ! Il garde, néanmoins la mairie d'Irun, Eibar et Lasarte.

Le PP

Le *Partido Popular* (droite) a du mal à contenir l'hémorragie et perd plus de

60 000 voix entre les scrutins de 2011 et 2015. Il laisse sa place à la *diputación* d'Alava, mais se maintient à la mairie de Gasteiz/Vitoria.

Geroa Bai (Navarre)

La poussée de *Geroa Bai* en Navarre a été une surprise. Ce parti issu de l'ancienne coalition *Nabai* soutenu par le PNV est devenu la deuxième force aux élections forales avec 53 034 voix (*Nabai* en recueillait 49 827 en 2011). Le parti d'*Uxue Barkos* obtient 9 sièges et surtout, la Présidence du parlement de la Navarre, devant *EH Bildu* (8 sièges, 47 843 voix), *Podemos* (7 sièges, 45 848 voix) et *Ezkerra* (IU + *Batzarre* - 2 sièges), formations avec lesquelles il a constitué une grande coalition pour prendre la province à la droite (UPN).

UPN (Navarre)

Se maintient à la première place, mais l'UPN (droite provinciale) est le grand perdant de ces élections. Symbole d'un régime installé en Navarre depuis la fin du franquisme, le parti de perd 20 000 voix et, surtout, a perdu la province et la capitale, Pamplona/Iruñea. La chute d'UPN se décline dans de nombreuses villes de la province telles que Tudela, Tafalla, Lizarra et dans le canton du Baztan.

Les élections législatives nationales (décembre 2015)

Lors de ces dernières élections nationales, la grosse surprise au Pays basque est à observer dans les résultats de *Podemos*, avec surtout un « jump » impressionnant entre les résultats de la séquence de mai et ceux de décembre, à seulement 7 mois d'intervalle. Ce phénomène a été observé également en Catalogne, mais le différentiel est plus important au Pays basque.

Dans les 3 provinces de la Communauté autonome

Le PNV a 6 députés élus aux *Cortès* (+1) avec 24,75% des voix, à comparer aux 33,78% obtenus aux provinciales du mois de mai, soit 9%

de moins.

Podemos avec 5 députés élus, est en tête en nombre de voix, avec 26%, à comparer aux 13,93% de mai, soit 12% de mieux !

EH *Bildu* n'a que 2 élus, soit une perte

de 3 députés. En 7 mois la coalition de la gauche *abertzale* passe de 22,73% à 15,07% soit presque 8% de moins.

Le PSE (PSOE) a 3 élus (-1) avec une stabilité entre les résultats de décembre (13,25%) et de mai (13,82%)

Le PP perd encore du terrain avec 2 élus (-1) à 11,62%

En Navarre

Podemos monte à 23% avec 2 députés, à comparer aux 13,67% de mai, soit 9,3% de mieux.

EHBildu est à 10% à comparer aux 14,25% de mai (- 4,25%)

Geroa Bai (soutenue par le PNV) est à 8,68% à comparer aux 15,83% de mai (- 7,15%)

Le PSE (PSOE) avec 15,53% obtient 1 élu et augmente un peu son score entre les deux séquences de 2015.

L'élément principal qui saute aux yeux de ces résultats, c'est qu'en 7 mois, le camp indépendantiste dans ses deux grandes composantes (gauche et PNV) a perdu beaucoup de voix. En ce qui concerne *EH Bildu*, la coalition de la gauche *abertzale* a été littéralement siphonnée par *Podemos*, alors que le PS n'est pas concerné par cette bascule électorale.

Ces chiffres constituent un véritable « choc » dans le paysage électoral du Pays basque.

Deux raisons principales peuvent être avancées pour expliquer cette évolution rapide et de tels résultats :

- la première concerne l'enjeu de la question de l'indépendance : l'évolution et l'inflexion du discours des responsables de *Podemos* entre les deux séquences, se positionnant « pour une résolution démocratique de la question nationale » (c'est la première fois qu'un parti défend cela au niveau de l'Etat espagnol) au Pays basque comme en Catalogne, a clairement impacté les résultats. Dans

les deux grandes régions, cette question pèse prioritairement.

- mais la deuxième cause de cette bascule - peut-être la principale - relève de ce qu'on peut identifier comme un « vote utile » de la part des électeurs du camp indépendantiste.

"Vote utile", parce que placé du point de vue des indépendantistes basques (mais aussi catalans), la question des législatives nationales Espagnoles a toujours constitué un vote secondaire depuis 35 ans, sauf à appréhender qui, élu à la tête de l'Etat espagnol, les mangera et à quelle sauce. Le mode de scrutin national bien sûr neutralise toute dynamique, même forte régionalement. C'est donc logiquement le vote des parlements régionaux et des municipalités qui est depuis 35 ans le plus mobilisateur dans l'électorat indépendantiste, surtout celui de la gauche, qui redoute autant le PP que le PSOE au niveau du pouvoir central.

Par contre ce qui est complètement nouveau, c'est ce vote massif, dans les quatre provinces sans exception, de transfert du camp indépendantiste vers une autre bannière politique, en l'occurrence *Podemos*, en quelques mois.

Toujours dans le caractère « utile » de ce vote de la part des électeurs indépendantistes, il y a vraisemblablement l'idée que les élus régionaux de *Podemos* allaient se cumuler aux autres élus dans toute l'Espagne, accompagnant la vague montante de la gauche citoyenne, et donc une probabilité de disputer le pouvoir au PP à Madrid... ce qui est le cas finalement !

La question qui se pose à l'analyse de ces résultats, c'est dans quelle mesure ce transfert a-t-il un caractère pérenne de bascule vers le vote *Podemos*, ou n'est simplement qu'un phénomène de balancier dû au type de scrutin pénalisant l'échelle régionale /

provinciale.

Notons au passage que le même phénomène est devenu classique depuis 30 ans au Pays basque français, où à l'occasion des élections nationales, une bonne partie des votes de la gauche *abertzale* se reportent (occasionnellement) sur le vote écologiste, Front de gauche et extrême-gauche, et en très faible partie seulement sur le vote PS.

La presse espagnole s'est empressée d'utiliser ces résultats pour dire que la gauche indépendantiste, et plus largement la cause indépendantiste au Pays basque, était en perte de vitesse.

Plus regrettable, des medias de gauche en France (Politis, l'Huma par exemple...) ont relayé cette thèse qui relève à la fois d'une manipulation de la part de la droite et des souverainistes, mais qui surtout, d'un point de vue concret, relève du vœu pieux, au même titre que les mêmes il y a encore 2-3 ans voyaient dans certains résultats électoraux en Catalogne « la perte de vitesse de l'idée indépendantiste ». On sait ce qu'il est advenu depuis...

Il est vraisemblable que ce vote n'est que "provisoire" et de circonstance, lié étroitement au type de scrutin. La question du processus de construction d'un Etat indépendant en Catalogne comme l'exigence au Pays basque n'en sont pas moins toujours de forte actualité et soutenu par les mêmes qui ont muté leur vote vers *Podemos*. Ils

reviendront à un autre vote plus "régional" et identitaire dès la prochaine occasion.

Il est vraisemblable aussi que le décalage entre les résultats des élections nationales (au parlement de Madrid) et les élections dans les parlements autonomes qui a toujours existé en Catalogne et au Pays basque se poursuive.

En y regardant de près c'est clairement EH *Bildu* qui, en passant de 5 députés en 2011 à 2 aujourd'hui, a connu la plus grosse défection et plus grosse bascule vers le vote *Podemos*, et dans une bien moindre mesure PNV-*Geroa Bai*.

Avec une analyse plus fine des résultats par province et commune, il se dégage une tendance : dans les fiefs historiques *d'Herri Batasuna / gauche radicale*, EH *Bildu* conserve sa position en tête. Par contre, partout où l'électorat EH *Bildu* transfère fortement vers *Podemos*, il s'agit des communes où la gauche radicale n'a jamais été aux affaires ou est minoritaire dans la gestion municipale.

Quoi qu'il en soit, c'est un nouveau paysage politique qui s'est amorcé au Pays basque sud, et qui fera sans nul doute bouger les lignes.

Un dernier facteur très spécifique au Pays basque doit être rappelé : après 40 ans de lutte armée et tant de dégâts humains, rien n'est résolu...

Pour conclure en quelques termes, nécessairement incomplets

Une constante politique, historique et culturelle, déterminante, qui impacte continuellement la donne politique au Pays basque espagnol (comme en Catalogne), devrait accompagner l'approche et l'analyse effectuées sur ce sujet et ses évolutions par notre mouvement.

Au-delà de différences notoires (lutte armée, influence du catholicisme pour

l'un, de l'anarchisme pour l'autre ; droit d'aïnesse universel, usages collectifs

pour l'un, culture méditerranéenne patriarcale, propriété individuelle pour l'autre) nous retrouvons dans les deux cas une constante formée par plusieurs éléments communs aux deux peuples et déterminants du point de vue du cadre politique :

- l'ancienneté et la permanence du sentiment d'identité nationale
- le ralliement à la République en 1931 (excepté la Navarre carliste), sous conditions d'un statut d'autonomie forte
- l'opposition commune, exemplaire et frontale à Franco pendant 40 ans
- la puissance et la radicalité du

Autre élément plus récent et conjoncturel : la libération le 1er mars dernier d'Arnaldo Otegi après 6 ans de « retour » en prison (extradé dans un premier temps par Pasqua en 1987 et emprisonné pendant 4 ans, puis à nouveau en 2005 et en 2007).

Considéré comme le « Gerry Adams basque », issu de la tendance poli-mili de l'ETA des années 70, dirigeant historique emblématique de la coalition gauche radicale *Herri Batasuna*, puis *Batasuna*, il a été depuis 1998 l'artisan majeur dans la prise de distance du mouvement politique avec la stratégie sans issue de l'ETA, pour le dialogue et la négociation du processus de paix, dans un rapport de force aboutissant à la conférence internationale d'Aiete et l'abandon de la lutte armée par l'ETA en octobre 2011, évoqués plus haut.

Son aura très forte, son parcours et son engagement pour un socialisme de transformation, écologique et féministe par la voie des urnes, en même temps que l'exigence d'un processus d'autodétermination pour le Pays basque, en font un des pires ennemis de la droite et des souverainistes, qui n'ont cessé de le désigner et le stigmatiser dans un rôle de leader « terroriste », préférant le

mouvement ouvrier, relayées parfois dans la ruralité

- le poids économique et niveau de vie des deux régions au regard du reste de l'Espagne
- la question déterminante de la langue

Éléments à considérer sans état d'âme ni jugement à priori, juste comme outils de compréhension de cadres politiques et historiques singuliers, emblématiques, et sources de réflexion pour la gauche de transformation, sur l'autre versant des Pyrénées...

voir rester derrière les barreaux.

Une des questions centrales désormais, au-delà de son influence politique évidente dans la gauche basque, va être son appréciation – et plus largement celle de la direction de la coalition EH *Bildu* - de la nouvelle donne créée par l'émergence de *Podemos* au Pays basque, son rôle personnel vers un rapprochement pour des alliances éventuelles avec ce mouvement, avec une problématique concurrence/complémentarité qu'il va falloir nécessairement aborder.

Vers une convergence possible ? Rien n'est sur, même si l'exemple de la prise combien historique de la mairie de Pamplona/Irunea en Navarre montre une voie qui fait trembler et hurler la droite locale.

Mais comme en Catalogne, une telle convergence sera dépendante d'un positionnement clair et constant de *Podemos* quand à un processus d'autodétermination au Pays basque.

François (Pantxo) Caussariou avec la participation de Richard Neuville pour la première partie (2011-2014)

Catalogne : Candidatura d'Unitat Popular (CUP),

une organisation « assembléiste » et indépendantiste

Dans cet article, nous présentons d'abord succinctement l'organisation (qui est méconnue en France et y compris dans nos milieux) et poursuivons sur son positionnement dans le processus vers l'indépendance de la Catalogne.

Démarche politique et organisation

La Candidatura d'Unitat Popular (CUP) est une organisation politique « assembléiste » *asamblearia*, municipaliste, anticapitaliste et indépendantiste, écologiste et féministe. En partant du niveau municipal, elle se fixe pour objectif la « construction des pays catalans (Països Catalans)¹ indépendants, socialistes, écologiquement soutenables, territorialement équilibrés et libérés des formes de domination patriarcale »².

Elle est organisée en assemblées locales (échelon municipal), territoriales (Comarques)³ et nationale. Les assemblées territoriales désignent leurs représentant-e-s au Conseil politique qui est chargé avec le secrétariat national de coordonner l'activité de la CUP à l'échelon national. Le secrétariat national assure la gestion au quotidien mais il n'a

aucune attribution politique. C'est l'assemblée nationale, formée par l'ensemble des militant-e-s, qui définit les principales orientations politiques, adopte les budgets et les statuts. La CUP « œuvre pour l'approfondissement de la démocratie participative, une meilleure égalité sociale et de genre, des politiques de développement soutenable et la promotion du tissu associatif ». Elle se veut un « espace de confluence des mouvements civiques et populaires, dans la lutte pour la libération nationale et sociale des pays catalans ». Elle publie ses comptes chaque année sur son site internet. Ses effectifs se situent autour de 3 000 adhérent-e-s avec une bonne implantation territoriale dans la Catalogne administrative, au sud de la Communauté de Valence, à Mallorca (Iles Baléares) et moindre dans le Roussillon⁴.

¹ Les pays catalans (Països Catalans) recouvrent l'ancienne principauté de Catalogne comportant l'actuelle Communauté autonome de Catalogne, 95 % du département français des Pyrénées-Orientales, appelé Catalogne du Nord, les Iles Baléares, une grande partie de la Communauté Valencienne ou País Valencià, la partie orientale de l'Aragon (Franja de Ponent), El Carche dans la région de Murcie et l'Alguer (Sardaigne).

² Site de la CUP : Qui sommes-nous ?

<http://cup.cat/qui-som>

³ Une Comarque (Comarca en castillan) est un regroupement de municipalités sur une base géographique, historique, culturelle, économique, de taille intermédiaire entre le canton et l'arrondissement français. Elle peut avoir un rôle administratif, c'est notamment le cas en Catalogne, qui a été la première région à lui attribuer un statut juridique.

⁴ Voir la carte d'implantation de la CUP : <http://cup.cat/participa>

Une progression lente mais constante

Créée officiellement en décembre 1986, la CUP s'est d'abord attachée à se développer territorialement. Au cours des décennies 80 et 90, elle n'a présenté des listes que dans quelques municipalités. Elle s'inscrivait dans la lignée du Parti socialiste de libération nationale (PSAN)⁵ et du Mouvement de défense de la Terre (MDT)⁶, structure politique issue de l'organisation armée *Terra Lliure*⁷ et une composante écologiste. A partir du Processus de Vinaroz (unité du mouvement indépendantiste de

gauche)⁸, elle a acquis une autre dimension. Entre les élections municipales de 2003 et celles de 2011, elle est passée de 22 sièges de conseiller-ère-s municipaux (obtenus dans la cadre d'alliances) à plus d'une centaine (obtenus à 90 % sur les listes autonomes), elle a géré 4 municipalités (dont Viladamat)⁹ entre 2011 et 2015. Elle a notamment commencé à grignoter une partie de l'électorat d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (gauche républicaine - ERC)¹⁰ et de

⁵ *El Partit Socialista d'Alliberament Nacional dels Països Catalans* (PSAN) (Parti Socialiste de Libération Nationale des Pays Catalans) est un parti politique d'idéologie nationaliste et indépendantiste catalane (marxiste-léniniste), présente dans la Communauté Valencienne et en Catalogne. Il a été créé en 1969.

https://es.wikipedia.org/wiki/Partit_Socialista_d'Alliberament_Nacional_dels_Pa%C3%AFsos_Catalans

⁶ Le Mouvement de Défense de la Terre (MDT) était un parti politique d'idéologie indépendantiste catalane et révolutionnaire (Marxiste-léniniste), créé en 1984 par la fusion du Partit Socialista d'Alliberament Nacional (PSAN), Indépendantistes des Països Catalans (IPC), Partit Comunista dels Valencians (Parti communiste des Valenciens) et d'indépendant-e-s. Il s'est dissout en 2014 et s'est transformé en une organisation appelée aujourd'hui *Poble Lliure* (Peuple libre) https://es.wikipedia.org/wiki/Moviment_de_Defensa_de_la_Terra

⁷ *Terra Lliure* (Terre libre en français) était une organisation armée d'extrême gauche luttant pour l'indépendance de l'ensemble des Pays catalans, qui a entre 1978 et 1995 commis environ 200 attentats, tuant une personne et en blessant plusieurs autres. Quatre activistes ont été tués au cours d'opérations terroristes. Durant son existence, plus de 300 membres de l'organisation furent arrêtés. En 1992, une fraction abandonna la lutte armée. *Terra Lliure* s'est dissoute officiellement le 11 septembre 1995 (jour de la fête nationale de Catalogne). Plusieurs de ses membres rejoignirent la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) puis pour certains la CUP un peu plus tard. https://es.wikipedia.org/wiki/Terra_Lliure

⁸ Le processus de Vinaroz ou Manifeste de Vinaroz fut un processus politique de la gauche indépendantiste des pays catalans engagé le 2 avril 2000 à Vinaroz, avec l'objectif « *de doter ce courant de structures indispensables pour obtenir l'indépendance politique, l'unité nationale et la justice sociale du peuple catalan* » (considéré au sens large et qui concernerait les communautés de Catalogne, la Communauté valencienne, les Iles Baléares et certains territoires aragonais. Parmi les organisations participantes se trouvaient *Endavant*, le Mouvement de défense de la terre (MDT) et différents collectifs indépendantistes. L'initiative fut prise entre différentes organisations proches idéologiquement mais qui avaient des stratégies différentes. Le processus se conclut en novembre 2002 avec la création de la coordination de la gauche indépendantiste.

⁹ Richard Neuville, « A Viladamat, le « municipalisme » s'expérimente ! », Février 2013.

<http://alterautogestion.blogspot.fr/2013/03/a-viladamat-le-municipalisme.html>

¹⁰ *Esquerra Republicana de Catalunya* (gauche républicaine de Catalogne - ERC) est un parti politique nationaliste catalan historique, créé en 1931 pour défendre l'instauration d'une République en Catalogne. Il fut interdit entre 1939 et 1977 mais poursuivit une activité à l'étranger. En 1989, lors du congrès de Lleida, il s'est prononcé officiellement pour l'indépendance. A partir de 2003, il a fortement progressé et a participé au gouvernement tripartite PSC-ICV/EUiA entre 2003 et 2010. Il a obtenu neuf élu-e-s député-e-s aux Cortes et six sénateurs-trices en décembre 2015 lors des élections générales. Lors des élections régionales de septembre 2015, il a obtenu 18 sièges dans le cadre de l'alliance avec *Convergència*. Il a deux élu-e-s européens et

Solidarité catalane pour l'indépendance (SI)¹¹. La CUP expérimente au niveau local ce qu'elle souhaiterait réaliser à l'échelle de la nation catalane.

La Candidatura d'Unitat Popular (CUP) a réellement émergé dans le paysage politique catalan lors des élections « autonomiques » de novembre 2012 quand elle a obtenu 126 219 voix (3,48 %) et trois sièges de députés régionaux au parlement régional sous l'étiquette *Candidatura d'Unitat Popular - Alternativa d'Esquerreres* (Alternative de gauche) avec une liste conduite par David Fernández, journaliste, issu des mouvements de l'insoumission et d'occupation. Il s'agissait alors de sa première participation à une élection régionale car, comme indiqué précédemment depuis sa création, elle avait jusqu'alors essentiellement privilégié le travail municipal. Lors de cette élection, la CUP put compter sur le soutien de diverses formations de la gauche anticapitaliste, essentiellement trotskystes, telles que *En Lucha*, *Corriente Roja*, *Lucha internacionalista et Revolta Global - Esquerra anticapitalista* mais surtout, la

formation indépendantiste et anticapitaliste parvint à fédérer différents mouvements sociaux et des militant-e-s issus des Indigné-e-s, du collectif de paysans (*Pagesos per la Dignitat Rural Catalana*), des membres des mouvements *Okupas* (Occupation de logements et de terres), des centres sociaux autogérés (CSOA), etc. Au cours de la campagne, la CUP-AE mis en exergue la « triple crise sociale que vivait la Catalogne : politique et institutionnelle, socio-économique et la crise de la démocratie ». Elle grignota sensiblement sur l'électorat de l'alliance *Iniciativa per Catalunya-Els Verds*¹² / *Esquerra Unida i Alternativa*¹³ (ICV-EUiA - coalition très institutionnelle), ainsi que celui d'ERC et sut mobiliser des jeunes et des abstentionnistes.

2 384 élu-e-s municipaux.
<http://www.esquerra.cat/>

¹¹ Solidarité catalane pour l'indépendance, *Solidaritat Catalana per la Independència* (SI) est un mouvement social et politique qui a pour but l'indépendance de la Catalogne et la création d'un État catalan. SI est née le 20 juillet 2010 dans la foulée de la manifestation du 10 juillet à Barcelone, organisée au lendemain de la décision du Tribunal constitutionnel censurant certaines dispositions du statut d'autonomie de la Catalogne. Coalition hétéroclite (qui va de l'extrême-droite à l'extrême gauche), conduite par Joan Laporta (Président du Barcelone Football Club), elle avait obtenu 4 sièges de députés en novembre 2010 avant de disparaître quasiment de la scène politique en 2012 après avoir tenté de fédérer l'ensemble du mouvement indépendantiste (CiU, ERC, CUP, etc.). <http://www.solidaritatcatalana.cat/>

¹² *Iniciativa per Catalunya Verds*, (Initiative pour la Catalogne Verts - ICV) est un parti de gauche, d'inspiration néo-communiste (issu de la majorité du *Partit Socialista Unificat de Catalunya* : PSUC) et écologiste, fondé en 1987. Ses influences d'origine viennent du PSUC et de l'écosocialisme. De 1987 à 1997, ICV a été le référent en Catalogne de *Izquierda Unida*. Depuis 2004, cette formation se présente aux élections en alliance avec la Gauche unie et alternative (EUiA). En 2015, elle a obtenu 4 sièges aux élections régionales sur la liste CQSP et 3 sièges aux Cortes / 16 sur la liste *En Comú Podem*. Elle a également un député européen, inscrit dans le Groupe Vert.

www.iniciativa.cat

¹³ La Gauche Unie et Alternative (*Esquerra Unida i Alternativa* : EUiA) a été créée en 1998, à la suite de la scission au sein de *Iniciativa per Catalunya*, intervenu en 1997. Elle est le référent en Catalogne de la Gauche Unie et elle est membre du parti de la gauche européenne. Elle est composée du *Partit dels Comunistes de Catalunya* (PCC, scission du PSUC en 1982), du PSUC-Viu (refondation du PSUC en 1998), de *L'Aurora organització Marxista* (ex POR) et d'indépendant-e-s. Elle a connu plusieurs scissions. Elle a deux député-e-s élu-e-s au parlement espagnol, obtenu-e-s sur la liste *En Comú Podem* et un député régional élu sur la liste CQSP. <http://www.euia.cat>

La CUP au cœur du processus indépendantiste

Au cours des trois années (2012-2015), ces député-e-s ont été les porte-voix des luttes sociales au sein du parlement catalan, en perturbant parfois l'ordre protocolaire de cette assemblée.

La CUP a participé activement au processus de mobilisation sur la question indépendantiste en lien avec les autres formations politiques autonomistes : ERC et *Convergència i Unió*¹⁴ (CiU) et surtout avec le secteur associatif et citoyen : *Omnium Cultural*¹⁵, l'association des communes

pour l'indépendance¹⁶ et l'Assemblée nationale catalane (ANC)¹⁷. Cette période a coïncidé avec les fortes mobilisations aussi bien sociales qu'indépendantistes (« Marche vers l'indépendance » en septembre 2012, la pétition « pour un vote pour l'indépendance » en 2013, la chaîne humaine de 400 kms en 2013, la manifestation en forme de V, *la Via Catalana cap a la Independència*, et la consultation du 9 novembre 2014. **Mais le référendum d'autodétermination n'a pu être organisé suite à la décision du tribunal constitutionnel.**

¹⁴ *Convergència i Unió* (Convergence et Union – CiU) était une coalition créée en 1978 puis transformée en 2001 en fédération, elle regroupait de deux partis politiques centristes, libéraux et catalanistes : Convergence démocratique de Catalogne (CDC) et l'Union démocratique de Catalogne (UDC). Elle a gouverné la Généralité entre 1980 et 2003 sous la présidence de Jordi Pujol puis entre 2010 et 2015 avec Artur Mas. Elle s'est dissoute en juin 2015 à la suite d'un profond désaccord entre les deux formations sur le processus d'accès à l'indépendance. Alors que la CDC s'est converti à l'indépendantisme, l'UDC, formation démocrate-chrétienne et régionaliste a refusé de s'engager sur la voie de l'indépendance à l'issue d'un vote à 50,5%, qui a été suivi d'une scission, Démocrates de Catalogne qui soutient l'indépendance. Cette fédération représentait la bourgeoisie catalane, principalement citadine pour la CDC, créée en 1974, et plutôt rurale et agraire pour l'UDC, formation historique créée en 1931. Après cette scission, l'UDC s'est retrouvée sans représentation parlementaire lors de élections de 2015, au niveau régional : 2,51% des voix et au niveau de l'état : 1,73% des voix. Les deux formations sont engluées dans des cas de corruption très importants et touchant notamment toute la famille de Jordi Pujol.

¹⁵ *Omnium Cultural* est une organisation créée en 1961 pour la défense de la langue, la culture et la cohésion sociale. Elle œuvre pour « l'égalité des droits dans la diversité et les opportunités, pour la solidarité, les libertés et les espérances collectives ». Elle regroupe 55 000 membres répartis sur 22 secteurs géographiques en Catalogne. <https://www.omnium.cat/qui-som/presentacio>

¹⁶ L'association des communes pour l'indépendance, *Associació de Municipis per la Independència*, est une organisation qui regroupe les entités élues (municipalités, comarques et autres) pour défendre l'indépendance de la Catalogne. Elle a été créée le 14 décembre 2011 à Vic. Elle représente 80,6 % des municipalités catalanes. En outre, 96% des municipalités s'étaient prononcées en faveur du référendum « pour le droit à décider », *Respaldo al Dret a Decidir*, en octobre 2014. <http://www.municipisindependencia.cat/>

¹⁷ L'Assemblée nationale catalane (ANC) est une organisation de base transversale et unitaire qui se fixe « comme objectif l'indépendance de la nation catalane par des moyens démocratiques et pacifiques ». Elle a été créée le 30 avril 2011 à Barcelone. Elle regroupe environ 80 000 membres et compte 500 assemblées territoriales. Elle impulse des initiatives pour l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination de la Catalogne. Elle est l'une des composantes qui ont organisé la campagne « Marche vers l'indépendance » (*Catalunya, nou estat d'Europa*) entre juin et septembre 2012, qui a rassemblé 2 millions de personnes, la pétition « pour un vote pour l'indépendance » en 2013 et la consultation en 2014, la chaîne humaine de 400 kms entre la Jonquera (Nord) et Alcanar (Sud) le 11 septembre 2013 (1,6 million de personnes) et la manifestation en forme de V, *la Via Catalana cap a la Independència*, à Barcelone (1,8 à 2 millions de personnes) en 2014. <http://assemblea.cat/quisom>

Le 24 mars 2015, lors des élections municipales, la CUP a pratiquement multiplié par quatre le nombre d'élus (382 sièges de conseillers municipaux dans l'ensemble de la Catalogne et obtenu, pour la première fois, une représentation dans les 4 capitales provinciales de la région). L'organisation indépendantiste dirige désormais 9 communes avec une majorité absolue. A Barcelone, après une longue négociation, la CUP a refusé l'alliance avec la liste *Barcelona en comú* conduite par Ada Colau, du fait de la présence d'ICV, jugée trop institutionnelle. Traditionnellement implantée en milieu rural, elle a néanmoins obtenu 7,42% des voix à Barcelone et 3 sièges. Elle s'est abstenue pour ne pas bloquer l'investiture de la mairesse de Barcelone, Ada Colau. A Badalona¹⁸, la CUP participait à la liste large de *Guanyem Badalona en comú* qui l'a emportée (Dans un de ses anciens fiefs, ICV présentait une liste indépendante), le maire élu est affilié à la CUP.

La nouvelle donne à l'issue des élections régionales

Lors des élections régionales du 27 septembre 2015, la CUP s'est présentée sous l'étiquette, Candidatura d'Unitat Popular - Crida Constituent (CUP-CC). Conduite par le journaliste Antonio Baños, la liste regroupait la CUP et, d'une part, des organisations de la gauche indépendantiste catalane, qui lui sont

¹⁸ Badalona, est la troisième ville de Catalogne, elle se situe dans la banlieue de Barcelone et compte 215 000 habitant-e-s. La ville avait été gérée par le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC-PCE) entre 1979 et 1983 avant de devenir un bastion du Parti socialiste catalan (PCS) entre 1983 et 2011. Après un intermède (2011-2015) à droite (Parti populaire), elle a été reconquise par la gauche mouvementiste.

très proches, telles que *Endavant*¹⁹, *Poble Lliure*²⁰, etc. et, d'autre part, des organisations de l'extrême gauche non indépendantistes comme *En Lucha*, *Corriente Roja* o *Lucha Internacionalista*. Contrairement à 2012, *Revolta Global* (Réfèrent en Catalogne d'*Anticapitalistas*, dont les militant-e-s sont engagé-e-s dans *Procés Constituent a Catalunya*)²¹ ne soutenait pas la CUP et participait à la liste *Catalunya Sí que es pot* (CSQP, Catalogne, oui on peut!)²² avec

¹⁹ *Endavant - Organització Socialista d'Alliberament Nacional* (Endavant-OSAN) est une organisation indépendantiste, antifasciste et socialiste créée en 2000, présente en Catalogne, aux Iles Baléares et dans la Communauté de Valence. Elle est associée à la CUP pour les élections. Elle a un député régional. www.endavant.cat

²⁰ *Poble Lliure* (Peuple libre) est une organisation indépendantiste, socialiste et anti-patriarcale catalane créée en 2014 par des militant-e-s historiques de la gauche indépendantiste et divers mouvements : MDT, etc. Elle reconnaît la CUP comme le mouvement de masse de l'« unité populaire des pays catalans ». Elle a un élu au parlement régional, obtenu sur la liste de la CUP. www.poblelliure.cat

²¹ *Procés Constituent a Catalunya* est un mouvement social anticapitaliste et indépendantiste catalan créé en avril 2013, initié notamment par Teresa Forcades (une religieuse). Il revendique 25 000 adhérent-e-s. Comme son nom l'indique, il défend un processus constituant pour parvenir à l'indépendance. Il a contribué à initier des candidatures larges lors des élections municipales et générales (*Barcelona en Comú*, *En Comú Podem*) www.procesconstituent.cat *Revolta global* est une organisation anticapitaliste, révolutionnaire, écologiste, féministe et internationaliste créée en 2004. Elle est le référent en Catalogne d'*Anticapitalistas*, ses militant-e-s sont engagé-e-s dans *Procés Constituent a Catalunya*. Cette organisation est membre du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale (SUQI). Parmi ses responsables, on peut citer Esther Vivas, Josep Maria Antentas. <http://www.revoltaglobal.cat/>

²² *Catalunya Sí que es pot* (CSQP, Catalogne, oui on peut!) est une coalition électorale catalane de gauche créée pour les élections au parlement de Catalogne de 2015. Elle

Podem, ICV-EUiA, *Equo*²³, etc., liste qui a obtenue 367 613 voix (8,94%) et 11 élu-e-s. La liste CUP-CC a obtenu 336.375 voix (8,21%) et 10 sièges au Parlement, contre 126 435 votes en 2012. Les deux listes ont donc obtenu un score très proche. Un accord n'a pas été possible entre les deux coalitions car CSQP, contrairement à ce qui s'est passé trois mois plus tard avec la liste *En Comú Podem* lors des élections générales, a opté pour limiter sa campagne sur la question sociale et a refusé de se prononcer sur la question de l'indépendance, qui faisait débat entre ses composantes et à l'intérieur même de celles-ci. Alors que, dans le prolongement des années écoulées, la CUP a articulé les deux et cette stratégie s'est avérée payante. A noter également que, conformément aux statuts de la CUP, les trois député-e-s sortant-e-s ne se représentaient pas.

L'alliance des composantes nationalistes *Junts pel Sí* (Convergència Democràtica de Catalunya (CDC), ERC, ANC et indépendants) a obtenu 39,59% et 62 sièges (soit 2 sièges de moins que la majorité absolue). Le camp indépendantiste n'a donc pas obtenu la majorité absolue en voix puisqu'il a représenté 48,53% des suffrages même s'il regroupe potentiellement 72 sièges. Cette situation a entraîné un processus de négociation compliqué et long entre *Junts pel Sí* et CUP-CC qui ne s'est conclu que la veille de la date

regroupe *Podem*, ICV-EUiA et *Equo*. La liste était conduite par Lluís Rabell et a obtenu 367 613 voix (8,94%) et 11 élu-e-s. catalunyasiqueespot.cat

²³ *Equo* est un parti écologiste créé en 2011, membre du Parti vert européen depuis 2013. Il participe à différentes coalitions municipales, régionales et nationales avec *Podemos*. Il a obtenu 3 sièges de député-e-s en décembre 2015. Il avait obtenu un poste de député européen en juin 2014 sur la liste *Primavera Europea*. <http://www.partidoequo.es>

limite légale pour constituer un gouvernement, le 9 janvier²⁴.

A la suite de ces élections, la CUP-CC a été traversée par un débat important pour savoir si elle devait soutenir une coalition indépendantiste et investir Artur Mas (Président sortant, issu de la CDC, qui a mené des politiques d'austérité d'une violence extrême lors du mandat précédent). Le 27 décembre 2015, lors d'une assemblée nationale extraordinaire, qui a réunie 3 000 militant-e-s et sympathisant-e-s, la CUP-CC s'est retrouvée divisée entre, d'un côté, principalement les délégué-e-s des *comarques* rurales, privilégiant la voix indépendantiste et, de l'autre, urbaines (parmi lesquel-le-s se trouvaient les représentant-e-s des organisations d'extrême gauche), pour qui la question sociale ne pouvait être négligée. Aucune majorité ne s'est dégagée pour accorder un soutien éventuel à la liste nationaliste arrivée en tête, *Junts pel Sí*²⁵. C'est finalement le Conseil politique et le Groupe d'action parlementaire qui ont décidé de rejeter l'investiture d'Artur Mas à cause de son orientation dans le domaine social le 3 janvier 2016 avant de conclure *in-extremis* l'accord du 9 janvier qui a permis de désigner Carles Puigdemont, maire de Gérone, à la présidence de la *Generalitat* et de signer un pacte de stabilité. Cet accord a été conclu par pragmatisme après

²⁴ Voir notamment l'article de Causa Marti, « Etat espagnol – Catalogne : Le président change, La stratégie demeure », Inprecor, n°624, Février-Mars 2016 p.15-18. Consultable sur : <http://www.inprecor.fr/article-%C3%89tat%20espagnol%20-%20Catalogne-Le%20pr%C3%A9sident%20change.%20la%20strat%C3%A9gie%20demeure?id=1858>

²⁵ La CUP felicita el conjunt de militants i simpatitzants per l'Assemblea Nacional Extraordinària : <http://cup.cat/noticia/la-cup-felicita-el-conjunt-de-militants-i-simpatitzants-lassemblea-nacional-extraordinaria>

plusieurs semaines de joutes oratoires car les deux formations ne souhaitaient pas l'organisation de nouvelles élections en mars car elles n'étaient pas sûres d'obtenir des résultats équivalents.

Pour la CUP, l'accord s'inscrit dans la ligne de la « déclaration de rupture » approuvée par le Parlement le 9 novembre 2015. Il vise à « garantir la stabilité parlementaire durant la législature ». Il prévoit que « deux députés participeront à l'espace de délibération de *Junts pel Sí* pour améliorer la coordination et garantir la réalisation des accords, la feuille de route vers l'indépendance, le processus constituant ». Il ne lie pas l'organisation à l'approbation de politiques antisociales ou de coupures budgétaires éventuelles. Elle maintient son groupe et l'accord est « réversible » s'il n'y a pas d'avancées sur « la rupture démocratique et le processus constituant »²⁶.

Cet accord a entraîné un affrontement et des relations parlementaires extrêmement compliquées entre les groupes de la CUP-Crida et CSQP alors qu'un rapprochement permettrait de renforcer l'articulation entre les questions sociale et indépendantiste et de peser sur les orientations de l'exécutif et d'esquisser une alternative politique en Catalogne²⁷. Mais si les deux coalitions se retrouvent sur le terrain social, des divergences

²⁶ La CUP-Crida Constituent confirma l'accord de présidence de consensus avec Junts pel Sí 09/01/2016. <http://cup.cat/noticia/la-cup-crida-constituent-confirma-l'accord-de-presidencia-de-consensus-amb-junts-pel-si>

²⁷ Voir à ce sujet la lettre de la CUP adressée aux député-e-s de CSQP : « Carta de les diputades i diputats de la CUP-CC al grup parlamentari de Catalunya Sí que es Pot ». 29/02/2016. <http://cup.cat/noticia/carta-de-les-diputades-i-diputats-de-la-cup-cc-al-grup-parlamentari-de-catalunya-si-que-es>

importantes demeurent que la question indépendantiste.

Conformément à ses principes, la CUP ne participe pas aux élections à l'échelle de l'État. Elle ne présentait donc pas de liste lors des élections générales de l'État espagnol du 12 décembre 2015. On peut estimer qu'une partie de son électorat est allée voter pour la coalition *En Comú Podem* (*Podem Catalunya, Iniciativa per Catalunya Verds, Esquerra Unida i Alternativa, Equo y Barcelona en Comú*)²⁸ et ERC, qui ont obtenu respectivement 24,74% et 15,98% des voix (12 sièges de député-e-s et 4 sénateur-trice-s, 9 député-e-s et 6 sénateur-trice-s).

Le chemin vers l'indépendance de la Catalogne s'annonce tortueux car le mouvement devra acquérir une majorité franche au sein de la population. Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui malgré l'indéniable accumulation de forces sous l'impulsion des mouvements associatifs et citoyens (*Ommium Cultural*, ANC, l'association des communes pour l'indépendance, *Procés Constituent a Catalunya*) depuis 2011. En octobre 2015, les parlementaires indépendantistes catalans du Parlement autonome de Catalogne ont déclaré qu'ils engageraient un « processus institutionnel pour la proclamation d'une république catalane indépendante ». Mais cette volonté exprimée va se confronter à l'intransigeance de Madrid, représentée par les forces politiques espagnoles hostiles : PP, PSOE, *Ciudadanos*, ... qui défendent l'unité de l'Espagne, quand ce n'est pas l'image de « l'Espagne éternelle »... et ils utiliseront toutes les armes à leur

²⁸ Site de *En Comú Podem* : encomupodem.cat

disposition pour empêcher une séparation de la Catalogne de l'État espagnol.

La gauche alternative aura un rôle à jouer, elle devra se positionner plus clairement sur ce processus et un

véritable dialogue doit être entamé entre la CUP et *En Comú Podem* dans la perspective d'un changement social et national.

Richard Neuville

Pour en savoir plus :

Catalogne

Site de la CUP : <http://cup.cat/>

Présentation de la CUP : https://ca.wikipedia.org/wiki/Candidatura_d%27Unitat_Popular

Site de Poble Lliure : www.poblelliure.cat

Site de *Endavant - Organització Socialista d'Alliberament Nacional* (Endavant-OSAN) : www.endavant.cat

Site de *Procés Constituent a Catalunya* : www.procesconstituent.cat

Site de l'Assemblée nationale catalane (ANC) : <http://assemblea.cat/quisom>

Site de *En Comú Podem* : encomupodem.cat

Site de *Catalunya Sí que es pot* : catalunyasiqueespot.cat

Site de *Barcelona en Comú* : <https://barcelonaencomu.cat/>

Site de *Podem Catalunya* : <https://catalunya.podemos.info/>

Site de *Revolta Global* : <http://www.revoltaglobal.cat/>

Site de EUIA : <http://www.euia.cat>

Euskadi

Site de *Bildu* : <http://ehbildu.eus/es/>

Site de *Sortu* : <http://sortu.eus/es/>

Galice

Site de *ANova-Irmandade Nacionalista* : <http://www.anova.gal/>

Site de *En Marea Atlántica* : <http://mareatlantica.org/>

État espagnol

Site de *Podemos* : <http://podemos.info/>

Site de *Anticapitalistas* : <http://www.anticapitalistas.org/>

Site de *Viento Sur* : <https://www.vientosur.info/>

Site d'*Izquierda unida* : <http://www.izquierda-unida.es/>

Citons deux ouvrages récents publiés en France :

FERNANDEZ GARCIA Alicia & PETITHOMME Mathieu (Direction), *Contester en Espagne – Crise démocratique et mouvements sociaux*, Démopolis, Paris, Janvier 2016, 332p.

TREPIER Cyril, *Géopolitique de l'indépendantisme en Catalogne*, L'Harmattan, Paris, Décembre 2015, 335p.

Dossier préparé par le groupe État espagnol d'Ensemble ! Outre les auteurs des articles : François Caussarieu, Pierre Marion, Richard Neuville et Francis Viguié, ont également collaboré : Stephan Bekier et Sophie Zafari.

Mars 2016